Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 7 juin 2004
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir,** avril 2004 2
  Le rythme soutenu de la demande de nouveaux logements s'est poursuivi en avril, les constructeurs ayant pris pour une valeur record de permis de construction résidentielle pour un deuxième mois d'affilée.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête sur les professions reliées aux technologies de l'information, 2002 7

Voyages intérieurs, quatrième trimestre de 2003 et année 2003 7

Prix des produits agricoles, avril 2004 9

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés, avril 2004 10

Contreplaqués de construction, mars 2004 11

NOUVEAUX PRODUITS 12

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

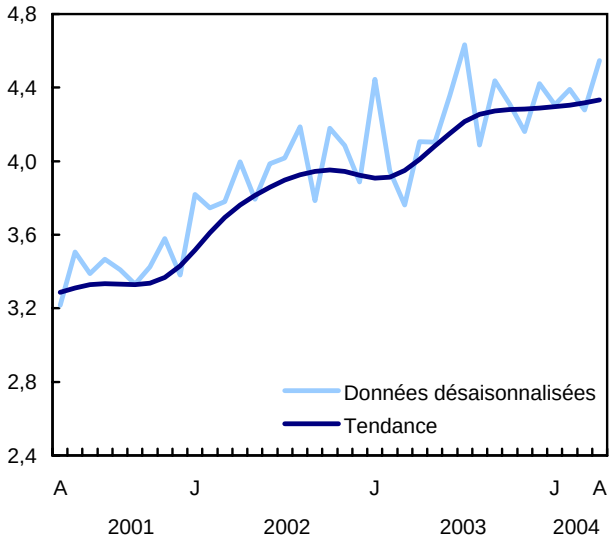
Avril 2004

Le rythme soutenu de la demande de nouveaux logements s'est poursuivi en avril, les constructeurs ayant pris pour une valeur record de permis de construction résidentielle pour un deuxième mois d'affilée.

Les municipalités ont délivré pour 3,12 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, en hausse de 4,9 % par rapport au sommet précédent de 2,97 milliards de dollars établi en mars. Cette hausse était attribuable à un gain spectaculaire de 15,5 % de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux, laquelle a dépassé la barre du 1 milliard de dollars pour la première fois en un seul mois.

La valeur totale des permis a augmenté en avril

En milliards de dollars



L'activité sur les chantiers de construction résidentiels devrait être intense cet été en raison des autorisations accordées par les municipalités pour la construction de 21 625 nouveaux logements, en avril seulement. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis janvier 1990.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a augmenté de 9,5 % en avril pour se situer à 1,4 milliard de dollars. L'augmentation était attribuable aux fortes hausses des composantes commerciale et institutionnelle, alors que la valeur des permis de construction industrielle a chuté en avril. Malgré ce gain, la valeur des permis de construction non résidentielle est demeurée 8,7 % sous le niveau moyen mensuel de 2003.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans l'ensemble, la valeur totale des permis de bâtir a atteint 4,5 milliards de dollars en avril, en hausse de 6,3 % par rapport à mars et le niveau le plus élevé depuis juillet 2003.

Depuis le début de l'année, la valeur totale des permis de bâtir a atteint 17,5 milliards de dollars, en hausse de 7,8 % par rapport aux quatre premiers mois de 2003. De janvier à avril, la valeur des permis de construction résidentielle a totalisé 11,8 milliards de dollars, en hausse de 18,9 % par rapport aux mêmes mois l'an dernier. Cependant, la valeur des permis dans le secteur non résidentiel a baissé de 9,7 %.

À l'échelon régional, les hausses les plus importantes (en dollars) depuis le début de l'année ont été enregistrées à Montréal, à Vancouver et à Québec. Ces trois centres ont eu en commun une demande vigoureuse en nouveaux logements multifamiliaux. De plus, le secteur non résidentiel a contribué au fort rendement de ces trois régions métropolitaines, mais dans une moindre mesure.

Forte demande en logements unifamiliaux et multifamiliaux

En avril, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a atteint un sommet de 1,1 milliard de dollars, en hausse de 15,5 % par rapport à mars. Cette valeur est de 13,4 % supérieure au sommet précédent atteint en janvier.

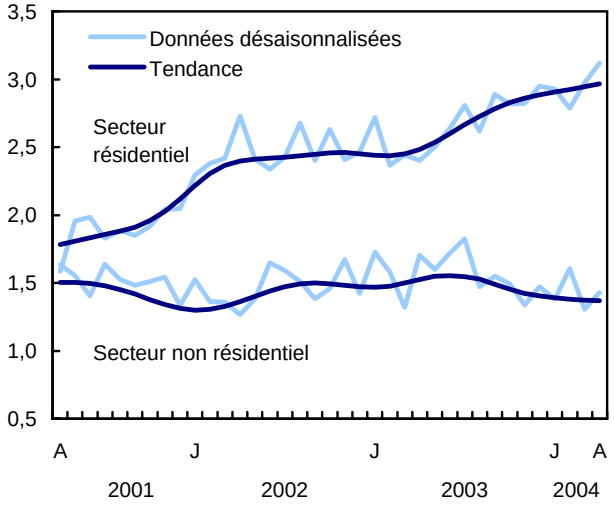
Les municipalités ont approuvé la construction de 10 840 nouveaux logements multifamiliaux en avril, soit 2 500 logements de plus que le niveau moyen mensuel de 2003.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux est demeurée inchangée, s'établissant au niveau très élevé de 2,0 milliards de dollars. En tout, la construction de 10 785 nouveaux logements unifamiliaux a été approuvée en avril.

Ces résultats indiquent la persistance d'une fièvre du logement au pays. Parmi les facteurs qui alimentent cette frénésie figurent les taux hypothécaires avantageux, la croissance vigoureuse de l'emploi depuis août 2003, la hausse du revenu disponible et la forte confiance des consommateurs.

Les permis de construction résidentielle ont atteint un niveau record en avril

En milliards de dollars



À l'échelon provincial, plusieurs grands projets d'appartements/condominiums dans la région de Toronto ont entraîné en Ontario le gain le plus important (en dollars) parmi les provinces. La valeur des permis de construction résidentielle y a atteint un sommet de 1,4 milliard de dollars. Au Québec, un gain appréciable (+8,8 %) a également été observé en avril, la valeur des permis s'établissant à 625 millions de dollars. C'est en Alberta, à la suite d'une hausse de 39,7 % en mars, qu'a eu lieu la baisse la plus importante parmi les provinces (-24,5 %).

La valeur des permis de construction de logement unifamiliaux a atteint 7,9 milliards de dollars de janvier à avril, en hausse de 11,8 % par rapport aux quatre mêmes mois l'an dernier. Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont considérablement augmenté (+36,1 %) pour se situer à 3,9 milliards de dollars. En seulement quatre mois, la construction de près de 79 600 nouveaux logements a été approuvée.

On observe une vigueur du secteur résidentiel partout au pays. Dans chaque province et territoire, la croissance du secteur résidentiel sur le plan cumulatif a été très forte.

Les projets de construction non résidentielle regagnent le terrain perdu

La hausse enregistrée dans le secteur non résidentiel était attribuable à une augmentation de 39,7 % de la valeur des permis de construction institutionnels. Ces derniers se sont établis à 471 millions de dollars, en légère baisse par rapport au sommet de cinq mois atteint en février.

Bien qu'il s'agisse de la seconde valeur la plus élevée cette année, celle-ci est demeurée de 3,6 % sous la moyenne mensuelle de 2003. Les dépenses pour des projets de construction d'établissements de services sociaux et d'établissements d'enseignement en Ontario ont alimenté la croissance.

Le secteur commercial s'est démarqué du creux de 15 mois enregistré en mars, la valeur des permis de ce secteur s'établissant à 743 millions de dollars, en hausse de 14,7 %. La valeur moyenne mensuelle des permis délivrés en 2004 est demeurée plus élevée que celle des deux dernières années. Les projets de construction d'établissements récréatifs, de commerces et d'entrepôts en Alberta, de même que les gains enregistrés en Ontario et en Nouvelle-Écosse, ont contribué à ce rebondissement.

Les intentions de construction dans la composante industrielle ont perdu le terrain gagné en mars, chutant de 32,7 % pour se situer à 217 millions de dollars. Cette baisse, qui suit une montée en flèche due à l'émission d'un important permis de construction manufacturière au Québec, a porté le secteur à un creux mensuel jamais atteint depuis mars 2002 (190 millions de dollars).

Le secteur non résidentiel continue d'être influencé par des indicateurs économiques non convergents, quoique des points positifs sous-jacents aient dominé récemment. L'indicateur avancé composite du Canada a été soutenu par la vigueur manifestée au sud de la frontière, l'indicateur avancé aux États-Unis ayant enregistré une onzième progression consécutive en avril. Selon l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, 19 des 21 industries manufacturières ont accru leurs livraisons, qui représentent 98 % des livraisons totales. Sur le plan commercial, les ventes déclarées par les détaillants ont atteint des sommets en mars et au cours du premier trimestre de 2004.

À l'échelon provincial, c'est en Ontario qu'a eu lieu la hausse la plus importante (+26,4 %) de la

valeur des permis de construction non résidentielle, soit 628 millions de dollars. Les permis de construction commerciale et institutionnelle ont regagné le terrain perdu en mars, mois au cours duquel la plus forte baisse a eu lieu en Ontario.

Depuis le début de l'année, les municipalités ont délivré des permis de construction non résidentiels pour une valeur de 5,7 milliards de dollars, en baisse de 9,7 % par rapport aux quatre premiers mois de l'an dernier.

Les trois composantes n'ont pu maintenir le rythme de l'an dernier. Toutefois, la baisse du secteur commercial sur le plan cumulatif n'a été que de 1,3 %, se situant à 3,1 milliards de dollars, tandis que les baisses des secteurs institutionnel et industriel étaient respectivement de 16,8 % et de 19,7 %.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro d'avril 2004 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 $ / 156 $), vol. 48, n° 4, est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de mai 2004 sera diffusé le 7 juillet.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Mars 2004[r]	Avril 2004[p]	Mars à avril 2004	Janvier à avril 2003	Janvier à avril 2004	Janvier–avril 2003 à janvier–avril 2004
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
Canada	**4 278,7**	**4 548,1**	**6,3**	**16 261,9**	**17 525,0**	**7,8**
Résidentiel	2 971,9	3 117,6	4,9	9 929,8	11 804,1	18,9
Non résidentiel	1 306,8	1 430,5	9,5	6 332,1	5 720,8	-9,7
Terre-Neuve-et-Labrador	41,4	38,7	-6,4	110,0	159,3	44,8
Résidentiel	28,0	33,0	17,9	76,9	124,7	62,1
Non résidentiel	13,4	5,7	-57,2	33,1	34,7	4,6
Île-du-Prince-Édouard	12,6	18,7	48,2	46,8	56,8	21,5
Résidentiel	10,6	8,2	-22,9	30,9	38,2	23,4
Non résidentiel	2,0	10,5	426,1	15,8	18,6	17,8
Nouvelle-Écosse	79,9	118,7	48,6	304,1	344,5	13,3
Résidentiel	62,3	78,7	26,3	189,7	228,9	20,7
Non résidentiel	17,5	40,0	128,1	114,5	115,6	1,0
Nouveau-Brunswick	65,0	62,9	-3,2	189,6	230,4	21,5
Résidentiel	49,4	42,3	-14,2	133,3	180,4	35,3
Non résidentiel	15,7	20,6	31,5	56,3	50,0	-11,2
Québec	973,6	900,0	-7,6	3 136,3	3 904,5	24,5
Résidentiel	574,9	625,4	8,8	1 968,3	2 533,2	28,7
Non résidentiel	398,7	274,6	-31,1	1 168,0	1 371,3	17,4
Ontario	1 704,1	2 042,8	19,9	7 670,4	7 440,2	-3,0
Résidentiel	1 207,1	1 414,4	17,2	4 480,9	4 889,7	9,1
Non résidentiel	497,0	628,4	26,4	3 189,5	2 550,5	-20,0
Manitoba	90,8	81,8	-9,9	434,2	330,3	-23,9
Résidentiel	57,1	54,5	-4,4	159,9	208,6	30,5
Non résidentiel	33,8	27,3	-19,1	274,3	121,7	-55,6
Saskatchewan	57,1	77,8	36,3	262,2	231,0	-11,9
Résidentiel	35,1	42,2	20,2	122,3	135,3	10,7
Non résidentiel	22,0	35,7	62,0	139,9	95,7	-31,6
Alberta	658,9	635,1	-3,6	2 117,6	2 263,2	6,9
Résidentiel	488,8	368,8	-24,5	1 378,2	1 531,4	11,1
Non résidentiel	170,1	266,3	56,5	739,5	731,8	-1,0
Colombie-Britannique	587,0	563,0	-4,1	1 970,8	2 521,9	28,0
Résidentiel	452,1	444,7	-1,6	1 378,4	1 914,1	38,9
Non résidentiel	135,0	118,3	-12,3	592,4	607,9	2,6
Yukon	3,5	1,6	-54,9	12,5	8,7	-30,8
Résidentiel	3,2	1,6	-51,4	5,9	7,4	26,2
Non résidentiel	0,3	0,0	-100,0	6,6	1,2	-81,3
Territoires du Nord-Ouest	3,0	5,2	75,4	7,3	21,2	188,8
Résidentiel	2,8	3,1	11,6	5,1	10,1	96,1
Non résidentiel	0,2	2,1	1 155,4	2,2	11,2	403,4
Nunavut	1,8	1,7	-8,7	0,0	12,9	...
Résidentiel	0,6	0,7	14,7	0,0	2,3	...
Non résidentiel	1,2	0,9	-21,3	0,0	10,7	...

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
... *N'ayant pas lieu de figurer.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement[1]

	Mars 2004[r]	Avril 2004[p]	Mars à avril 2004	Janvier à avril 2003	Janvier à avril 2004	Janvier–avril 2003 à janvier–avril 2004
	données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	32,7	28,6	-12,4	78,6	117,0	48,8
Halifax	46,6	79,6	70,8	158,5	191,4	20,7
Saint John	7,3	9,7	33,9	30,0	33,2	10,5
Saguenay	6,9	9,6	38,0	43,3	26,6	-38,6
Québec	98,5	101,2	2,8	316,2	418,7	32,4
Sherbrooke	28,7	17,2	-40,2	67,0	74,8	11,7
Trois-Rivières	15,1	15,6	3,2	47,2	47,9	1,4
Montréal	427,8	497,5	16,3	1 661,5	2 088,9	25,7
Ottawa–Gatineau (Ontario et Québec)	167,3	154,6	-7,6	732,2	694,1	-5,2
Ottawa–Gatineau (partie du Québec)	50,1	34,6	-30,9	148,6	154,7	4,1
Ottawa–Gatineau (partie de l'Ontario)	117,2	120,0	2,4	583,6	539,4	-7,6
Kingston	13,8	12,4	-10,3	58,2	50,4	-13,3
Oshawa	99,4	93,4	-6,1	346,5	292,9	-15,5
Toronto	831,6	1 010,4	21,5	3 803,6	3 677,6	-3,3
Hamilton	68,4	79,7	16,6	411,6	282,7	-31,3
St. Catharines–Niagara	45,1	46,7	3,6	152,8	184,9	21,0
Kitchener	54,1	58,9	8,9	317,5	312,2	-1,7
London	53,0	73,7	39,1	254,7	301,5	18,4
Windsor	32,5	48,8	50,0	207,4	172,7	-16,7
Greater Sudbury	4,9	6,4	29,4	27,3	15,9	-42,0
Thunder Bay	6,7	8,2	21,9	32,7	27,4	-16,2
Winnipeg	55,5	56,7	2,1	295,3	211,5	-28,4
Regina	20,8	22,3	7,3	97,5	78,1	-19,9
Saskatoon	17,1	22,5	31,2	89,0	70,7	-20,6
Calgary	289,8	307,7	6,2	951,5	995,3	4,6
Edmonton	169,3	169,5	0,1	537,1	615,0	14,5
Abbotsford	20,9	9,1	-56,6	62,7	54,5	-13,0
Vancouver	340,9	329,2	-3,4	1 128,0	1 512,2	34,1
Victoria	36,0	39,8	10,6	155,9	162,7	4,4

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Enquête sur les professions reliées aux technologies de l'information

2002

Selon les premiers résultats de l'Enquête sur les professions reliées aux technologies de l'information (TI), la récession économique qu'a connue le secteur de la technologie de pointe en 2001 a eu une telle ampleur que la majorité des entreprises ont pratiquement cessé d'embaucher. Cela a eu pour résultat que la plupart des employés se sont accrochés à leur emploi.

Les données montrent qu'environ quatre employeurs sur cinq en TI (81 %) n'ont pas embauché d'employés pendant les six mois ayant précédé l'Enquête menée vers la fin de 2002. En effet, 85 % des employeurs en TI du secteur public ont déclaré qu'ils n'avaient aucun emploi à pourvoir et il en était de même pour 93 % de leurs homologues du secteur privé.

Seule une petite fraction des entreprises ont procédé à l'embauche d'employés dans les six mois ayant précédé l'Enquête. Par exemple, seulement 16 % des entreprises de conception de systèmes informatiques du secteur privé ont embauché un employé, et seulement 4 % en ont embauché trois ou plus. Dans l'administration fédérale, seulement 12 % des employeurs ont embauché une personne et seulement 2 % en ont embauché trois ou plus.

Cette stabilité apparente dans le secteur de la technologie de l'information a suivi l'effondrement, en 2001, de la demande de produits et de services de la technologie de pointe qui a mené à quelques mises à pied très médiatisées.

Au sommet de l'explosion de la technologie de pointe au premier trimestre de 2001, les services d'informatique et de télécommunication employaient 650 000 personnes, selon l'Enquête sur la population active. Un an plus tard, ce nombre avait chuté d'un dixième pour se situer à 586 000, et le taux de chômage dans le secteur est passé de 3,9 % à 6,6 %. Après cette forte baisse en 2001, l'emploi dans les entreprises de la technologie de pointe s'est quelque peu stabilisé en 2002 et au début de 2003, toujours selon l'Enquête sur la population active.

Par conséquent, en 2002, de nombreux employeurs étaient affairés à garder la tête hors de l'eau, tandis que bon nombre d'employés s'inquiétaient de ne pouvoir conserver leur emploi.

Dans le secteur privé, les employés semblaient conserver leur emploi puisque quatre employés sur cinq (84 %) ont déclaré occuper leur poste depuis plus d'un an. Dans l'ensemble, les employés du secteur de la technologie de l'information ont déclaré, vers la fin de 2002, qu'ils exerçaient leur présent emploi depuis quatre ans en moyenne. Chez les employés des administrations publiques provinciales et territoriales, la moyenne était légèrement plus élevée (4,8 ans). Dans l'administration publique fédérale, elle était légèrement inférieure (3,8 ans).

Nota : L'Enquête nationale sur les professions reliées aux technologies de l'information, menée en 2002 au nom du Conseil des ressources humaines du logiciel (CRHL), est la première enquête à jeter de la lumière sur le marché du travail des TI dans les secteurs public et privé. Les employeurs et les employés en TI ont été interrogés séparément mais simultanément. L'enquête auprès des employeurs comprenait des questions sur le profil professionnel, l'embauche et le recrutement, le maintien en poste des employés et la formation et le perfectionnement. L'enquête auprès des employés comprenait des questions sur les antécédents professionnels des employés en TI, le salaire, la scolarité, la formation et les compétences. La population cible était formée d'employeurs du secteur privé comptant au moins six employés, dont au moins un employé travaillant dans les TI, et de divisions du secteur public ayant au moins un employé en TI.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2939.

Pour plus de renseignements, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lucie Cloutier au (613) 951-1634 (*lucie.cloutier@statcan.ca*), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Le CRHL prévoit produire cinq rapports à la fin de 2004. Les rapports traiteront des profils de la profession, du Canada et de ses régions, de l'éducation et de la formation, de l'embauche et de la rétention du personnel, des compétences et du revenu ainsi que des conditions de travail. Pour plus de renseignements sur les rapports, veuillez communiquer avec Lee Jacobs au (613) 237-8551, poste 146 (*l.jacobs@shrc.ca*), Conseil des ressources humaines du logiciel. ■

Voyages intérieurs

Quatrième trimestre de 2003 et année 2003

Les voyages effectués au Canada par les résidents canadiens ont baissé de 8,3 % pour s'établir à 172,2 millions de voyages en 2003 comparativement à 187,9 millions en 2002, une année record par rapport aux six dernières années.

L'ampleur de la baisse des voyages intérieurs a été moins prononcée que celle enregistrée au chapitre des voyages internationaux effectués au Canada (-13,3%) au cours de la même période.

L'année 2003 a été une année difficile pour le tourisme au Canada à la suite d'une série d'événements défavorables, dont la guerre en Iraq, l'éclosion du SRAS, la panne d'électricité en Ontario et les incendies de forêt en Colombie-Britannique.

Les voyages des résidents canadiens à l'étranger sont demeurés presque inchangés en 2003, s'établissant à 39,2 millions de voyages.

L'ensemble des voyages intérieurs a représenté 82 % des 211,1 millions de voyages effectués au Canada en 2003, comparativement à 81 % en 2002.

Les voyages faits par les Canadiens dans leur propre province en 2003 ont atteint 151,2 millions, soit 88 % de tous les voyages intérieurs. Ils ont connu une baisse de 8,1 % par rapport à 2002.

En 2003, les voyageurs canadiens ont semblé avoir un peu plus de réticence à effectuer des voyages inter-provinciaux (21,0 millions de voyages), en baisse de 10 % par rapport à l'année précédente.

Les voyages d'agrément (67,4 millions) et ceux dont le but principal était de visiter des amis ou des parents (61,4 millions) ont représenté 75 % de tous les voyages intérieurs en 2003. Ceux-ci ont reculé respectivement de 9,5 % et de 6,0 %

Les voyages pour affaires ou pour assister à des congrès sont ceux qui ont le plus diminué d'une année à l'autre (-17,0 %) en 2003 pour s'établir à 19,6 millions. Au cours des six dernières années, le nombre maximum de voyages pour affaires ou pour assister à des congrès a été de 26,5 millions en 2000.

Les baisses du nombre de nuitées passées dans un établissement commercial (-10,7 %) et privé (-8,9 %) ont résulté en un recul de 9,6 % pour l'ensemble des nuitées passées dans tous les genres d'hébergement.

Au cours de l'année, les voyageurs canadiens qui se sont déplacés au Canada ont passé 278 millions de nuitées en dehors de leurs foyers, pour une moyenne de 3,2 nuits par voyage.

Les dépenses relatives aux voyages intérieurs ont atteint 28,4 milliards dollars en 2003, en baisse de 8,0 % par rapport à 2002. Cependant, lorsqu'on tient compte de l'inflation, les dépenses ont diminué de 9,0 % pour s'établir à 25,4 milliards de dollars (en dollars de 1997).

Tous les postes de dépenses ont enregistré des reculs annuels et ce sont ceux pour la nourriture et les breuvages (-6,8 %) qui ont le moins baissé. Les dépenses pour les loisirs et les divertissements (-9,1 %) sont celles parmi tous les postes de dépenses qui ont le plus diminué.

En 2003 la dépense moyenne (166 $) et la distance moyenne parcourue (287 km) pour tous les voyages sont demeurées presque inchangées par rapport à l'année précédente. Par comparaison, les dépenses moyennes pour des voyages avec nuitées ont été de 261 $ pour une distance moyenne de 424 km.

Le nombre de voyages intérieurs effectués au quatrième trimestre de 2003 s'est établi à 38,9 millions, en baisse de 6,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le mois de décembre a été le mois du trimestre qui a enregistré la plus faible baisse d'une année à l'autre en ce qui a trait aux voyages intérieurs (-0,9 %) comparativement à 9,9 % en novembre et 9,4 % en octobre.

Les estimations du quatrième trimestre ont eu peu d'impact sur les résultats annuels des voyages intérieurs, celles-ci ne représentant que 23 % de tous les voyages effectués en 2003.

Les dépenses liées aux voyages intérieurs ont représenté 6,5 milliards de dollars au quatrième trimestre pendant que le nombre de nuitées passées par les voyageurs canadiens au Canada, dans tous les genres d'hébergement, a été de 52,9 millions.

Nota : Un voyage intérieur se définit comme tout voyage d'une distance à l'aller d'au moins 80 kilomètres entrepris par un résident canadien vers une destination canadienne. Les données pour les voyages des résidents canadiens à l'étranger ainsi que des étrangers au Canada proviennent de l'Enquête sur les voyages internationaux.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 426-0001 à 426-0006.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3810.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (*cult.tourstats@statcan.ca*), Culture, tourisme et centre de la statistique de l'éducation. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Lizette Gervais-Simard au (613) 951-1672 (*gervliz@statcan.ca*), Programme de la statistique du tourisme. Télécopieur : (613) 951-2909.

Pour en savoir davantage sur le contexte et la perspective de l'industrie du tourisme, communiquez avec Scott Meis au (613) 954-3909 (*meis.scott@ctc-cct.ca*), Commission canadienne du tourisme. Télécopieur : (613) 954-3826. □

Voyages des Canadiens au Canada

	Année 2002	Année 2003	Année 2002 à année 2003
	voyages (en millions)		var. en %
Voyages totaux	**187,9**	**172,2**	**-8,3**
Voyages intra-provinciaux	164,6	151,2	-8,1
Voyages inter-provinciaux	23,3	21,0	-10,0
Voyages d'un même jour	92,7	85,9	-7,3
Voyages avec nuitées	95,2	86,3	-9,4
Visite d'amis ou de parents	65,3	61,4	-6,0
Agrément	74,5	67,4	-9,5
Raison personnelle[1]	24,5	23,8	-2,5
Affaires et congrès	23,6	19,6	-17,0
	nuitées (en millions)		var. en %
Nuitées totales	**308,0**	**278,5**	**-9,6**
Nuitées non-commerciales	186,6	170,1	-8,9
Nuitées commerciales	121,4	108,4	-10,7
	dépenses (en millions de dollars)		var. en %
Dépenses totales	**30 926**	**28 455**	**-8,0**
Transport	11 646	10 665	-8,4
Hébergement	5 152	4 711	-8,6
Nourriture et boissons	7 431	6 928	-6,8
Loisirs et divertissements	2 118	1 924	-9,1
Autre[2]	4 579	4 227	-7,7
	dépenses (en millions de dollars de 1997)		var. en %
Dépenses totales	**27 968**	**25 444**	**-9,0**
Transport	10 655	9 591	-10,0
Hébergement	4 692	4 402	-6,2
Nourriture et boissons	6 582	5 983	-9,1
Loisirs et divertissements	1 910	1 711	-10,4
Autre[2]	4 129	3 757	-9,0

1. Inclut les voyages non déclarés.
2. Inclut les vêtements et autres achats.

■

Prix des produits agricoles

Avril 2004

Il est maintenant possible de connaître les prix que les agriculteurs ont reçus en avril pour les céréales, les oléagineux, les cultures spéciales, les fruits, les légumes, les bovins, les porcs, la volaille, les oeufs et les produits laitiers.

En avril, le prix des bouvillons de boucherie au Québec s'est établi à 78,41 $ pour 100 livres, en hausse de 2 % par rapport à mars 2004 et en baisse de 24 % comparativement à avril 2003 (102,94 $). Le secteur des bovins au Canada a pratiquement interrompu ses activités le 20 mai 2003, date à laquelle une vache de l'Alberta a affiché un résultat positif à un test de dépistage de l'encéphalopathie spongiforme bovine (maladie de la vache folle). La perte d'importants marchés d'exportation a entraîné une offre excédentaire, qui s'est traduite par une régression des prix.

En avril, le prix du blé se situait à 143,84 $ la tonne métrique au Manitoba, en hausse de 6 % par rapport à mars et en baisse de 3 % comparativement au prix d'avril 2003 (148,44 $).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3436.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sophie Leduc au (613) 951-0486 (*sophie.leduc@statcan.ca*), Division de l'agriculture. Télécopieur : (613) 951-3868. ■

Ventes intérieures de produits pétroliers raffinés

Avril 2004 (données provisoires)

Les ventes de produits pétroliers raffinés ont atteint un total de 7 624 500 mètres cubes en avril, en hausse de 3,0 % par rapport à avril 2003. Les ventes ont augmenté dans cinq des sept principaux groupes de produits, entraînées par celles de carburant diesel, qui ont enregistré une hausse de 94 600 mètres cubes (+5,4 %). Les ventes d'essence à moteur ont augmenté de 114 200 mètres cubes (+3,7 %), tandis que celles de mazout lourd ont diminué de 158 600 mètres cubes (+25,4 %).

Les ventes d'essence de catégorie ordinaire sans plomb (+3,5 %) et super (+6,9 %) ont progressé, tandis que celles de catégorie intermédiaire (+2,0 %) ont diminué par rapport à avril 2003.

À la fin avril, les ventes cumulatives de produits pétroliers ont atteint 32 572 000 mètres cubes, en progression de 4,1 % par rapport à la même période en 2003. Les ventes ont augmenté pour cinq des sept principaux groupes de produits, l'augmentation la plus prononcée ayant été enregistrée pour le carburant diesel (+412 000 mètres cubes ou +5,6 %).

Les données provisoires portant sur les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés ne sont plus stockées dans CANSIM.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Ventes de produits pétroliers raffinés

	Avril 2003[r]	Avril 2004[p]	Avril 2003 à avril 2004
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Total, tous les produits	**7 404,9**	**7 624,5**	**3,0**
Essence à moteur	3 119,4	3 233,6	3,7
Carburant diesel	1 768,3	1 862,9	5,4
Mazouts légers	439,2	419,6	-4,5
Mazouts lourds	623,8	465,2	-25,4
Carburéacteurs pour turboréacteurs	442,1	510,1	15,4
Charges pétrochimiques[1]	326,6	385,6	18,1
Tous les autres produits raffinés	685,6	747,4	9,0

	Janv. à avril 2003[r]	Janv. à avril 2004[p]	Janv.–avril 2003 à janv.–avril 2004
	en milliers de mètres cubes		var. en %
Total, tous les produits	**31 297,3**	**32 572,0**	**4,1**
Essence à moteur	12 567,0	12 930,8	2,9
Carburant diesel	7 369,5	7 781,5	5,6
Mazouts légers	2 732,7	2 606,6	-4,6
Mazouts lourds	2 665,1	2 407,0	-9,7
Carburéacteurs pour turboréacteurs	1 817,3	1 993,0	9,7
Charges pétrochimiques[1]	1 431,9	1 525,2	6,5
Tous les autres produits raffinés	2 713,9	3 409,2	25,6

r *Données révisées.*
p *Données provisoires.*
1. *Matières produites par les raffineries et utilisées par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques, du caoutchouc synthétique et d'une variété de plastiques.*

■

Contreplaqués de construction

Mars 2004

Il est maintenant possible de consulter les données de mars sur les contreplaqués de construction.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2138.

Le numéro de mars 2004 de *Contreplaqués de construction*, vol. 52, n° 3 (35-001-XIB, 6 $ / 51 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Contre-plaqués de construction, mars 2004, vol. 52, n° 3
Numéro au catalogue : 35-001-XIB (6 $/51 $).

Permis de bâtir, avril 2004, vol. 48, n° 4
Numéro au catalogue : 64-001-XIF (15 $/156 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

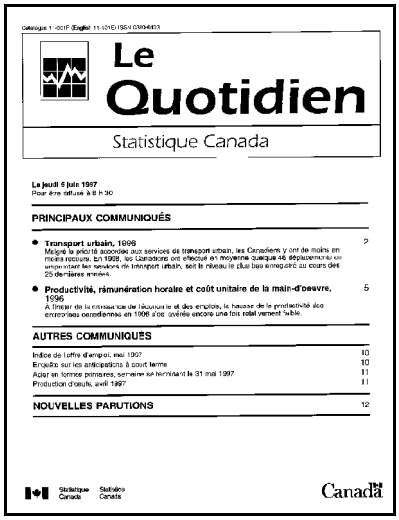
Pour commander les produits par téléphone :
Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 — 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Aéroport terrestre canadien, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'ouufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.